

Art. 3. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 juni 1996.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT
De Minister van Buitenlandse Zaken,
E. DERYCKE

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 juin 1996.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT
Le Ministre des Affaires étrangères,
E. DERYCKE

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 1302

[C — 27373]

20 JUIN 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 réglementant la circulation des embarcations et des plongeurs sur et dans les cours d'eau

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, notamment l'article 21;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment les articles 58^{ter} et 58^{quater} y insérés par le décret du 21 avril 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 réglementant la circulation des embarcations et des plongeurs sur et dans les cours d'eau;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les conditions climatiques actuelles nécessitent la mise en place sans délai de critères objectifs afin de réglementer la circulation des embarcations et des plongeurs sur et dans les cours d'eau et d'assurer ainsi la protection de l'écosystème rivière tout en permettant le maintien d'une activité économique et touristique compatible avec le développement durable;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports et du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, 2^o de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 réglementant la circulation des embarcations et des plongeurs sur et dans les cours d'eau, devient : "Cours d'eau navigables : les parties navigables de l'Ambève, de l'Eau d'Heure, de la Lesse, de l'Ourthe et de la Semois".

Art. 2. Dans l'article 5 du même arrêté, l'alinéa 2 est supprimé et les alinéas suivants sont insérés :

"Pour les cours d'eau navigables, les plans d'eau sont désignés par le gestionnaire du cours d'eau concerné, lequel ne désigne ceux-ci qu'après avoir pris successivement l'avis du collège des bourgmestre et échevins des communes concernées et du Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions.

Par dérogation aux prescriptions du présent arrêté, les articles 2, 3, 4, 6, alinéas 1^{er} et 2, 7, ne sont pas applicables aux plans d'eau ainsi déterminés."

Art. 3. Dans l'article 6 du même arrêté, il est inséré l'alinéa suivant après le premier alinéa : "Pour les cours d'eau repris à l'annexe III, la circulation des embarcations et des plongeurs n'est autorisée que lorsque les conditions et les débits minimums fixés dans cette annexe sont atteints".

Art. 4. Le point 2 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 réglementant la circulation des embarcations et des plongeurs sur et dans les cours d'eau devient :

"2. Bassin de la Lesse

la Lesse, depuis le pont de Han-sur-Lesse".

Art. 5. Est insérée dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 réglementant la circulation des embarcations et des plongeurs sur et dans les cours d'eau l'annexe III rédigée comme suit :

"ANNEXE III

Conditions et débits minimums fixés pour les cours d'eau non navigables de première catégorie sur lesquels la circulation est autorisée toute l'année.

Les débits indiqués ci-après sont les débits moyens calculés au cours des 72 heures précédentes.

1. Bassin de la Lesse :

2 m³/s, enregistré au limnimètre de Gendron, pour le tronçon de la Lesse compris entre le pont de Han-sur-Lesse jusqu'au n° 67, rue de l'Île à Lessive, moyennant l'exploitation maximale de 200 kayaks par jour;

3,5 m³/s, enregistré au limnimètre de Gendron, pour le tronçon de la Lesse compris entre le n° 67, rue de l'Île, à Lessive, jusque 100 m en amont du Pont de la Lesse à Houyet;

2 m³/s, enregistré au limnimètre de Gendron, pour le tronçon de la Lesse compris entre 100 m en amont du Pont de la Lesse à Houyet et 100 m en amont du Pont, route de Gendron-Celles à Gendron;

1,5 m³/s, enregistré au limnimètre de Gendron, pour le tronçon non navigable de la Lesse compris entre 100 m en amont du Pont, route de Gendron-Celles à Gendron et Pont-à-Lesse.

2. Bassin du Viroin :

1 m³/s, enregistré au limnimètre de Treignes, pour le Viroin.

3. Bassin de l'Ourthe :

1,5 m³/s, enregistré au limnimètre de Mabompré, pour l'Ourthe orientale en aval du pont de la rue Porte à l'Eau à Houffalize;

2 m³/s, enregistré au limnimètre d'Ortho, pour l'Ourthe occidentale en aval du Pont de Prelle;

3 m³/s, enregistré au limnimètre situé en aval du pont de Nisramont, pour l'Ourthe navigable, de Nisramont jusqu'au pont à Maboge;

2,5 m³/s, enregistré au limnimètre de Tabreux, pour l'Ourthe navigable en aval du pont à Maboge; une hauteur de 9 cm enregistrée à l'échelle du limnimètre de Trois-Ponts sur l'Ambève, pour l'Ambève entre sa confluence avec la Warche et le pont de Lorcé-Naze, pendant les heures d'ouverture à la circulation précisées à l'article 4;

2,5 m³/s, enregistré au limnimètre de Martinrive, pour l'Ambève en aval du barrage de Lorcé.

4. Bassin de la Semois :

1,5 m³/s, enregistré au limnimètre de Chiny, en l'absence de lâchage d'eau par la centrale hydroélectrique de la Vierre, entre Chiny et y compris Chassepierre; la circulation y est néanmoins autorisée lorsque la centrale hydroélectrique du barrage de la Vierre procède à des lâchages d'eau;

2,2 m³/s, enregistré au limnimètre de Membre, pour la Semois en aval de Chassepierre."

Art. 6. Dans l'article 7, alinéas 1 et 2 du même arrêté "2, 1° et 2°" sont remplacés par "2, 2°".

Art. 7. L'article 4 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

"Il est interdit, sur les cours d'eau non navigables, de faire circuler et de mettre à l'eau toute embarcation, à l'exception de celles visées à l'article 2, 1°, ou de circuler comme plongeur :

1° le jour d'ouverture de la pêche à la truite et le jour d'ouverture générale de la pêche;

2° entre le coucher et le lever du soleil du 1er octobre au 15 mars inclus;

3° entre 17 heures et 10 heures du 16 mars au 14 juin inclus;

4° entre 18 heures et 9 h 30 m du 15 juin au 30 septembre inclus.

Il est interdit, sur les cours d'eau non navigables, de faire circuler et de mettre à l'eau les embarcations visées à l'article 2, 1° entre le coucher et le lever du soleil."

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 96 – 1302

IC – 27373]

**20. JUNI 1996 — Erlaß der Wallonischen Regierung
zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994
zur Regelung des Verkehrs der Boote und der Taucher auf und in den Wasserläufen**

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe, insbesondere des Artikels 21;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, insbesondere der durch das Dekret vom 21. April 1994 eingefügten Artikel 58ter und 58quater;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 zur Regelung des Verkehrs der Boote und der Taucher auf und in den Wasserläufen;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die jetzigen Wetterverhältnisse den Einsatz objektiver Kriterien unverzüglich erfordern, um den Verkehr der Boote und der Taucher auf und in den Wasserläufen zu regeln und somit das Ökosystem der Flüsse zu schützen, wobei eine mit der nachhaltigen Entwicklung vereinbare wirtschaftliche und touristische Tätigkeit erhalten werden kann;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens und des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1 - Artikel 1 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 zur Regelung des Verkehrs der Boote und der Taucher auf und in den Wasserläufen wird wie folgt abgeändert: "schiffbare Wasserläufe: die schiffbaren Teile der Amel, der Eau d'Heure, der Lesse, der Ourthe und der Semois".

Art. 2 - In Artikel 5 desselben Erlasses wird der Absatz 2 aufgehoben und die folgenden Absätze werden eingefügt:

"Was die schiffbaren Wasserläufe angeht, werden die Wasserflächen vom Verwalter des entsprechenden Wasserlaufs bezeichnet. Dieser bezeichnet die Wasserflächen erst nachdem er das Gutachten des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums der betroffenen Gemeinden und anschließend des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, eingeholt hat.

In Abweichung von den Vorschriften des vorliegenden Erlasses finden die Artikel 2 3 4 6 Absätze 1 und 2, 7 keine Anwendung auf die so bezeichneten Wasserflächen".

Art. 3 - In Artikel 6 desselben Erlasses wird der folgende Absatz nach dem ersten Absatz eingefügt:
"Für die in der Anlage III erwähnten Wasserläufe wird der Verkehr der Boote und der Taucher nur erlaubt, wenn die in dieser Anlage festgelegten Bedingungen und Mindestabflussmengen erreicht werden".

Art. 4 - Punkt 2 der Anlage I zum Erlaß der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 zur Regelung des Verkehrs der Boote und der Taucher auf und in den Wasserläufen wird wie folgt abgeändert:

"2. Becken der Lesse

Die Lesse, ab der Brücke von Han-sur-Lesse".

Art. 5 - Eine Anlage III mit folgendem Wortlaut wird in den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 zur Regelung des Verkehrs der Boote und der Taucher auf und in den Wasserläufen eingefügt:

"ANLAGE III

Bedingungen und Mindestabflussmengen, die für die nichtschiffbaren Wasserläufe der ersten Kategorie, auf denen der Verkehr ganzjährig erlaubt ist, festgelegt werden.

Die nachstehenden Abflussmengen sind die im Laufe der 72 vorhergehenden Stunden berechneten Durchschnitts-abflussmengen.

1. Becken der Lesse

cbm/s, nach der Messung des Limnimeters von Gendron, für den Abschnitt der Lesse zwischen der Brücke von Han-sur-Lesse und der Nr. 67 rue de l'Île in Lessive, mit einem maximalen Verkehr von 200 Kayaks pro Tag;

cbm/s, nach der Messung des Limnimeters von Gendron, für den Abschnitt der Lesse zwischen der Nr. 67 rue de l'Île in Lessive und 100 m stromaufwärts der Lesse-Brücke in Houyet;

cbm/s, nach der Messung des Limnimeters von Gendron, für den Abschnitt der Lesse zwischen 100 m stromaufwärts der Lesse-Brücke in Houyet und 100 m stromaufwärts von der StraÙebrücke Gendron-Celles in Gendron;

cbm/s, nach der Messung des Limnimeters von Gendron, für den nichtschiffbaren Abschnitt der Lesse zwischen 100 m stromaufwärts der StraÙebrücke Gendron-Celles in Gendron und Pont-à-Lesse.

2. Becken der Maas

cbm/s, nach der Messung des Limnimeters von Treignes, für den Viroin.

3. Becken der Ourthe

cbm/s, nach der Messung des Limnimeters von Mabompré, für die östliche Ourthe stromabwärts der Brücke der rue Porte à l'Eau in Houffalize;

cbm/s, nach der Messung des Limnimeters von Ortho, für die westliche Ourthe stromabwärts von der Brücke von Prelle;

cbm/s, nach der Messung des stromabwärts der Brücke von Nisramont gelegenen Limnimeters, für die schiffbare Ourthe von Nisramont bis zur Brücke in Maboge;

cbm/s, nach der Messung des Limnimeters von Tabreux, für die schiffbare Ourthe stromabwärts von der Brücke in Maboge;

eine Höhe von 9 cm, gemessen an der Skala des Limnimeters von Trois-Ponts auf der Amel, für die Amel zwischen ihrem Zusammenfluß mit der Warche und der Brücke von Lorcé-Naze, während der in Artikel 4 erwähnten Verkehrsstunden;

cbm/s, nach der Messung des Limnimeters von Martinrive, für die Amel stromabwärts des Staudamms von Lorcé.

4. Becken der Semois

cbm/s, nach der Messung des Limnimeters von Chiny, von Chiny bis Chassepierre einschließlich, wenn kein Wasser durch das Wasserkraftwerk des Staudamms der Vierre abgeleitet wird. Der Verkehr ist jedoch dort erlaubt, wenn das Wasserkraftwerk des Staudamms der Vierre Wasser ableitet;

cbm/s, registriert mit dem Limnimeter von Membre, für die Semois stromabwärts von Chassepierre."

Art. 6 - In Artikel 7 Absätze 1 und 2 desselben Erlasses werden "2, 1° und 2°" durch "2, 2°" ersetzt.

Art. 7 - Artikel 4 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 4. Auf den nichtschiffbaren Wasserläufen ist es verboten jegliches Boot, mit Ausnahme der in Artikel 2 1° erwähnten Boote, fahren zu lassen und ins Wasser zu legen, oder zu tauchen:

1° am Tag der Eröffnung der Forellenzzeit und am Tag der allgemeinen Eröffnung der Fischfangsaison;

2° zwischen dem Sonnenuntergang und dem Sonnenaufgang vom 1. Oktober bis zum 15. März einschließlich;

3° zwischen 17.00 und 10.00 Uhr vom 16. März bis zum 14. Juni einschließlich;

4° zwischen 18.00 und 9.30 Uhr vom 15. Juni bis zum 30. September einschließlich.

Auf den nichtschiffbaren Wasserläufen ist es verboten die in Artikel 2 1° erwähnten Boote zwischen dem Sonnenuntergang und dem Sonnenaufgang fahren zu lassen bzw. ins Wasser zu legen".

Art. 8 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 20. Juni 1996.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 96 - 1302

[C - 27373]

**20 JUNI 1996. — Besluit van de Waalse Regering
tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994
tot regeling van het verkeer van vaartuigen en duikers op en in de waterlopen**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen, inzonderheid op artikel 21;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, inzonderheid op de artikelen 58ter en 58quater, ingevoegd bij het decreet van 21 april 1994;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 tot regeling van het verkeer van vaartuigen en duikers op en in de waterlopen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het omwille van de huidige weersomstandigheden geboden is onverwijld objectieve criteria te hanteren om het verkeer van vaartuigen en duikers op en in de waterlopen te reglementeren en zodoende het ecosysteem van de rivieren te beschermen, terwijl de met de duurzame ontwikkeling verenigbare economische en toeristische activiteiten voortgezet kunnen worden;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer en van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, 2° van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 tot regeling van het verkeer van vaartuigen en duikers op en in de waterlopen wordt : "Bevaarbare waterlopen : de bevaarbare gedeelten van de Amblève, de Eau d'Heure, de Lesse, de Ourthe en de Semois."

Art. 2. In artikel 5 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid geschrapt en worden de volgende leden ingevoegd :

"Wat de bevaarbare waterlopen betreft, worden de waterbanen door de beheerder van de betrokken waterloop aangewezen, na advies van het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeente en van de Minister tot wiens bevoegdheden het natuurbehoud behoort.

In afwijking van de bepalingen van dit besluit zijn de artikelen 2, 3, 4, 6, eerste en tweede leden, en 7 niet toepasselijk op de aldus bepaalde waterbanen."

Art. 3. In artikel 6 van hetzelfde besluit wordt na het eerste lid het volgende lid ingevoegd :

"Wat de in bijlage III vermelde bevaarbare waterlopen betreft, wordt het verkeer van vaartuigen en duikers slechts toegelaten wanneer de in voormelde bijlage gestelde voorwaarden vervuld zijn en de vereiste minimale debieten bereikt zijn."

Art. 4. Punt 2 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 tot regeling van het verkeer van vaartuigen en duikers op en in de waterlopen wordt :

"2. Lessebekken

De Lesse, vanaf de brug van Han-sur-Lesse."

Art. 5. In het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 tot regeling van het verkeer van vaartuigen en duikers op en in de waterlopen wordt een bijlage III ingevoegd :

"BIJLAGE III

Voorwaarden en minimale debieten die gelden voor de onbevaarbare waterlopen van eerste categorie waarop het verkeer het hele jaar door is toegelaten.

De hiernavermelde gemiddelde debieten worden berekend gedurende de voorafgaande 72 uren.

1. Lessebekken :

2 m³/s, gemeten op de limnimeter van Gendron, voor het stuk van de Lesse tussen de brug van Han-sur-Lesse en nr. 67, rue de l'Île, te Lessive, mits een verkeer van maximum 200 kajaks per dag;

3,5 m³/s, gemeten op de limnimeter van Gendron, voor het stuk van de Lesse vanaf nr. 67, rue de l'Île, te Lessive, tot 100 m stroomopwaarts van de "Pont de la Lesse", te Houyet;

2 m³/s, gemeten op de limnimeter van Gendron, voor het stuk van de Lesse 100 m stroomopwaarts van de "Pont de la Lesse", te Houyet, tot 100 m stroomopwaarts van de verkeersbrug Gendron-Celles, te Gendron;

1,5 m³/s, gemeten op de limnimeter van Gendron, voor het onbevaarbare stuk van de Lesse 100 m stroomopwaarts van de verkeersbrug Gendron-Celles, te Gendron, tot Pont-à-Lesse.

2. Maasbekken :

1 m³/s, gemeten op de limnimeter van Treignes, voor de Viroin.

3. Ourthebekken :

1,5 m³/s, gemeten op de limnimeter van Mabompré, voor de oostelijke Ourthe, stroomafwaarts van de brug van de rue Porte à l'Eau, te Houffalize;

2 m³/s, gemeten op de limnimeter van Ortho, voor de westelijke Ourthe, stroomafwaarts van de brug van Prelle;

3 m³/s, gemeten op de limnimeter die zich stroomafwaarts van de brug van Nisramont bevindt, voor de bevaarbare Ourthe, van Nisramont tot de brug van Maboge;

2,5 m³/s, gemeten op de limnimeter van Tabreux, voor de bevaarbare Ourthe, stroomafwaarts van de brug van Maboge;

een hoogte van 9 cm gemeten op de limnimeter van Trois-Ponts op de Amblève, voor de Amblève tussen haar samenvloeiing met de Warche en de brug van Lorcé-Naze, tijdens de in artikel 4 vermelde openingstijden voor het verkeer;

2,5 m³/s, gemeten op de limnimeter van Martinrive, voor de Amblève, stroomafwaarts van de stuwdam van Lorcé.

4. Semoisbekken :

1,5 m³/s, gemeten op de limnimeter van Chiny, wanneer de hydro-elektrische centrale van de Vierre geen water loost van Chiny tot en met Chassepierre; het verkeer is nochtans toegelaten wanneer de hydro-elektrische centrale van de stuwdam van de Vierre water loost;

2,2 m³/s, gemeten op de limnimeter van Membre, voor de Semois, stroomafwaarts van Chassepierre."

Art. 6. In artikel 7, eerste en tweede leden van hetzelfde besluit, wordt "2, 1° en 2°" vervangen door "2, 2°."

Art. 7. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Behalve de vaartuigen bedoeld in artikel 2, 1° is het verboden een vaartuig te water te laten en te laten varen op onbevaarbare waterlopen of er in te duiken :

1° op de openingsdag van de forelvangst en op de algemene openingsdag van de visvangst;

2° tussen zonsondergang en -opgang, van 1 oktober tot en met 15 maart;

3° tussen 17 uur en 10 uur, van 16 maart tot en met 14 juni;

4° tussen 18 uur en 9 u. 30 m., van 15 juni tot en met 30 september.

Het is verboden de in artikel 2, 1° bedoelde vaartuigen tussen zonsondergang en -opgang te water te laten en te laten varen op onbevaarbare waterlopen."

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 20 juni 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

[9466]

Bij koninklijk besluit van 11 juni 1996 is Mevr. Reyniers, D., advocaat, benoemd tot substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen.

Bij koninklijke besluiten van 17 juni 1996 :

— is Mevr. Biron, F., advocaat, benoemd tot rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel;

— is de heer Schoeters, D., licentiaat in de rechten, licentiaat in het notariaat, benoemd tot substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen.

Bij koninklijk besluit van 11 juni 1996 is de aanwijzing van de heer Cruysmans, M., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Nijvel, tot het ambt van onderzoeksrechter in deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van vijf jaar, met ingang van 23 juni 1996.

[9465]

Bij koninklijk besluit van 14 juni 1996 is benoemd tot griffier-hoofd van de griffie van het vredegericht van het vierde kanton Gent, de heer De Pessemier, S., griffier-hoofd van de griffie van het vredegericht van het zesde kanton Brussel.

Bij koninklijk besluit van 31 mei 1996 is benoemd tot secretaris van het parket van de arbeidsauditeur te Namen en te Dinant, de heer Denil, P., adjunct-secretaris bij dit parket.

Bij koninklijk van 11 juni 1996 is benoemd tot eerstaanwezende klerk-secretaris bij het parket van het hof van beroep te Gent, Mevr. Ceulebroeck, P., klerk-secretaris bij het parket van dit hof.

Bij koninklijk besluit van 19 maart 1996 is de heer Van Assche, H., griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, aangewezen tot griffier-hoofd van dienst bij die rechtbank, voor een nieuwe termijn van drie jaar met ingang van 6 juli 1996.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

[9466]

Par arrêté royal du 11 juin 1996, Mme Reyniers, D., avocate, est nommée substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Anvers.

Par arrêtés royaux du 17 juin 1996 :

— Mme Biron, F., avocate, est nommée juge au tribunal de première instance de Bruxelles;

— M. Schoeters, D., licencié en droit, licencié en notariat, est nommé substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Anvers.

Par arrêté royal du 11 juin 1996, M. Cruysmans, M., juge au tribunal de première instance de Nivelles, aux fonctions de juge d'instruction à ce tribunal, est renouvelée pour un terme de cinq ans, prenant cours le 23 juin 1996.

[9465]

Par arrêté royal du 14 juin 1996, est nommé greffier-chef de greffe de la justice de paix du quatrième canton de Gand, M. De Pessemier, S., greffier-chef de greffe de la justice de paix du sixième canton de Bruxelles.

Par arrêté royal du 31 mai 1996, est nommé secrétaire du parquet de l'auditeur du travail de Namur et de Dinant, M. Denil, P., secrétaire adjoint à ce parquet.

Par arrêté royal du 11 juin 1996, est nommée commis-secrétaire principal au parquet de la cour d'appel de Gand, Mme Ceulebroeck, P., commis-secrétaire au parquet de cette cour.

Par arrêté royal du 19 mars 1996, M. Van Assche, H., greffier au tribunal de première instance de Courtrai, est désigné en qualité de greffier-chef de service à ce tribunal, pour un nouveau terme de trois ans prenant cours le 6 juillet 1996.